Burkina : Kaboré investi, et marque la fin de la transition post-Compaoré

@rib News, 29/12/2015 - Source AFP Roch Marc Christian KaborÃ© a prÃªtÃ© serment mardi comme neuviÃ¨me prÃ©sident du Burkina Faso, mettant ainsi fin au rÃ©gime de transition qui a suivi la chute en octobre 2014 de l'ex-prÃ©sident Blaise CompaorÃ©. Le nouveau prÃ©sident a invitÃ© tous les BurkinabÃ¨ Ã un "vÃ©ritable changement de mentalitÃ© et de comportement" pour "rÃ©former les institutions et moderniser l'administration pour plus deÂ justiceÂ sociale, de dÃ©mocratie, de libertÃ©".

"L'incivisme, la remise en cause de l'autoritÃ© de l'Etat et d'une maniÃ¨re gÃ©nÃ©rale, le non-respect de la loi par les citoyens et les personnes morales doivent cesser immÃ©diatement", a-t-il affirmÃ© lors de la cÃ©rÃ©monie d'investiture. A 58 ans, M. KaborÃ© prend la tÃªte de ce pays Ã l'histoire ponctuÃ©e de coups d'Etat pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois, devenant ainsi le troisiÃ¨me chef d'Etat civil sur les neuf qu'a connus ce pays pauvre d'Afrique de l'ouest, a rappelÃ© Michel Kafando, le prÃ©sident de la transition. "C'est le triomphe de l'alternance, de la dÃ©mocratie et de la libertÃ©" a dÃ©clarÃ© M. Kafando. Son Ã©lection le 29 novembre au premier tour avec 53,46% des voix avait Ã©tÃ© saluÃ©e par la communautÃ© internationale. Son principal rival, ZÃ©phirin DiabrÃ© (29,62% des suffrages) et les autres perdants du scrutin s'Ã©taient empressÃ©s de reconnaÃ®tre sa victoire. Les chefs d'Etat de CÃ´te d'Ivoire, Mali, Niger, SÃ©nÃ©gal, BÃ©nin, Gabo Ghana et GuinÃ©e ont assistÃ© Ã la cÃ©rÃ©monie de prestation de serment et d'investiture au Palais des Sports de Ouaga-2000. Le nouveau prÃ©sident a fait son entrÃ©e sous les acclamations de plus 5.000 officiels et partisans du nouveau rÃ©gime, scandant "prÃ©si, prÃ©si", pour rendre d'abord un hommage aux "hÃ©ros" de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et Ã ceux du putsch manquÃ© des 16 et 17 septembre 2015, dont "le sang versÃ© a contribuÃ© Ã forger le desti du Burkina". Mi-septembre, Ã 48 heures du dÃ©but de la campagne Ã©lectorale, l'ancien bras droit de CompaorÃ©, le gÃ©nÃ© Gilbert DiendÃ©rÃ©, avait tentÃ© un coup de force, finalement repoussÃ© par une rÃ©sistance populaire soutenue par une par de l'armÃ©e. - VÃ©ritÃ© et justice - A la tÃªte de ce pays de 17,4 millions d'habitants enclavÃ© au coeur du Sahel, M. KaborÃ© doit dÃ©sormais relever de nombreux dÃ©fis. Selon de nombreux observateurs et analystes, le premier d'entre eux sera la lutte contre le chÃ´mage des jeunes. A la pointe de la lutte anti-CompaorÃ©, la jeunesse burkinabÃ¨ - les moins de 30 ans reprÃ©sentent jusqu'Ã 70% de la population - est frappÃ©e par un chÃ´mage massif. Le prÃ©sident du Conseil national de la transition (CNT), ChÃ©riff Sy, a appelÃ© lundi le nouveau pouvoir Ã rÃ©soudre "l'Ã©quation" de l'emploiÂ des jeunes lors de la cÃ©rÃ©monie de clÃ´ture de la session parlementaire. L'ombre du prÃ©sident dÃ©chu, exilÃ© en CÃ´te d'Ivoire, planera sur le mandat du nouveau prÃ©sident. La justice militaire a lancÃ© un mandat d'arrÃªt international contre Blaise CompaorÃ©, pour son implication prÃ©sumÃ©e dans la mort de l'ancien chef d'Etat Thomas Sankara, tuÃ© en 1987 lors du coup d'Etat qui porta au pouvoir M. CompaorÃ©. M. KaborÃ© devra Ã©galement remettre sur pied un appareil judiciaire longtemps infÃ©odÃ© au rÃ©gime CompaorÃ©. Son action sur les dossiers sensibles, en attente de jugement, seront particuliÃ¨rement scrutÃ©s. Outre les dossiers sur Thomas Sankara et le journaliste Norbert Zongo - retrouvÃ© assassinÃ© en 1998 - qui ont connu un coup d'accÃ©lÃ©rateur judiciaire aprÃ¨s la chute de CompaorÃ©, M. KaborÃ© doit Ã©galement veiller Ã ce que "vÃ©ritÃ© et justice" fassent dans les assassinats liÃ©s Ã l'insurrection populaire anti-CompaorÃ© des 30 et 31 octobre 2014 et sur le putsch manquÃ© de septembre. La justice militaire est chargÃ©e de l'enquÃªteÂ sur le coup d'Etat manquÃ© perpÃ©trÃ© le 17 septer par le RÃ©giment de sÃ©curitÃ© prÃ©sidentielle (RSP), l'ancienne garde prÃ©torienne du prÃ©sident CompaorÃ©. Une vingta d'officiers, majoritairement du RSP, parmi lesquels le chef des putschistes, le gÃ©nÃ©ral DiendÃ©rÃ©, et l'ex-chef de la diplomatie de CompaorÃ© le gÃ©nÃ©ral deÂ gendarmerieÂ Djibrill BassolÃ©, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s. Le gÃ©nÃ©ral DiendÃ©rÃ pour onze chefs d'inculpation dont celui de "crimes contre l'humanitÃ©". D'ores et dÃ©jÃ , Roch Marc Christian KaborÃ© a promis que "la justice suivra son cours jusqu'au bout".